

LECO

de la semaine

6 au 12 Septembre 2025



SOMMAIRE

Foire internationale : Les paysans misent sur la transformation	2
Economie bleue : Un outil inédit pour suivre et évaluer sa progression.....	2
Discussions avec le FMI : Focus sur l'énergie, les infrastructures et les filières stratégiques	3
IATF : La Foire intra-africaine prévue au Nigéria en 2027.....	3
Hydrocarbures – La présidence du Groupement pétrolier de Madagascar désormais assurée par Marc Renaud de Galana	3
Budget 2025 - Des projets prioritaires bénéficient de crédits	4
Douane - Audits des frontières dans les ports et aéroports.....	5
Souveraineté alimentaire : Vulgarisation à outrance du riz hybride dans douze régions	5
Industrie : Les économies africaines appelées à investir dans la recherche	6
Commerce – Quatre pays rejoignent Madagascar pour un plaidoyer conjoint sur la reconduction de l'Agoa.....	6
Transport aérien – Une hausse de 32% du trafic passager rapportée pour le mois de juillet avec la haute saison touristique	7
Équipements - Des prêts simplifiés pour voitures et groupes électrogènes.....	7
Infrastructures – Le câble sous-marin djiboutien Dare1 s'étend à Madagascar	7
Mouvement de marchandises – Une nouvelle zone de dédouanement pour remplacer celle d'Antanimena en projet.....	8
Exploitation minière - Le gisement de fer de Bekisopa s'annonce rentable	8
Diplomatie internationale - La Chine propose un nouvel ordre mondial.....	9
Coopération migratoire bilatérale : une mission d'étude camerounaise à Madagascar	9
La Chine sanctionne le réseau social RedNote pour mauvaise gestion des contenus	10
Les Français qui voyagent paient moins cher leur assurance, voici pourquoi	10
Exportations - La Grande Île veut diversifier ses partenaires commerciaux	11
Investissement - La SADC prospecte avec Pékin	12
Choose Madagascar : le potentiel économique du pays mis en lumière	12
Exécution budgétaire – Plus de dépenses que de recettes pour l'État au premier semestre, rapporte le FMI	13
OpenAI et Microsoft trouvent un accord préliminaire sur la suite de leur partenariat.....	13

Foire internationale : Les paysans misent sur la transformation

IRINA TSIMIJALY | 08 SEPTEMBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

À la FIA 2025, les paysans malgaches montrent que l'avenir de l'agriculture passe par la transformation.

À la 7e édition de la Foire Internationale de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (FIA), qui s'est tenue du 4 au 7 septembre au CCI Ivato, un constat s'impose : les paysans malgaches cherchent de plus en plus à transformer leurs produits. Une manière de mieux conserver les denrées, de diversifier l'offre et de créer de la valeur ajoutée.



La coopérative Tsinjo illustre bien ce mouvement. Fruits et légumes séchés, épices comme le curcuma et le gingembre, hibiscus, thé, eucalyptus, mais aussi savons et huiles essentielles remplissaient son stand. Son produit phare reste le « ravitoto » en poudre : des feuilles de manioc séchées puis broyées, qui se conservent jusqu'à deux ans sans perdre leur saveur. « Une fois trempée une journée, la poudre garde le même goût que le ravitoto classique », explique Bien-Aimé Randriamihaja, responsable de la coopérative. L'innovation attire des revendeurs et des

bailleurs étrangers, surtout en saison des pluies, moment idéal pour récolter des feuilles non amères.

Tsinjo s'approvisionne auprès de producteurs membres, notamment dans le district d'Ankazobe, en payant directement les paysans à la livraison. La transformation est bien maîtrisée, mais la commercialisation reste problématique.

Vitrine d'innovation

« Avec le projet Pok Pok, nous avons mobilisé beaucoup de producteurs, mais aujourd'hui encore, deux tonnes de stock restent invendues à cause de filières de distribution insuffisantes », regrette Randriamihaja.

La transformation n'était pas l'apanage de Tsinjo. Partout dans les allées, les exposants présentaient des fromages paysans, des yaourts artisanaux et des biscuits à base de produits locaux. Certains allaient plus loin encore, avec des solutions inattendues. La mouche soldat noire (Black Soldier Fly), riche en protéines, a ainsi été proposée comme complément alimentaire. Des insectes comestibles figuraient également au menu, attirant autant la curiosité que l'hésitation des visiteurs.

L'événement a aussi accueilli l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA – Madagascar), qui a présenté des cultures adaptées au changement climatique et des systèmes agricoles plus durables. Un rappel que l'avenir de l'agriculture malgache dépend non seulement de la transformation, mais aussi de sa capacité à résister aux aléas climatiques.

Avec plus de trois cent cinquante stands réunis, la FIA 2025 a montré que la transformation est devenue un levier incontournable pour les paysans.

Economie bleue : Un outil inédit pour suivre et évaluer sa progression

ANTSIA R. | 08 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

L'atelier national consacré à la présentation d'un nouvel outil d'évaluation de l'économie bleue durable à Madagascar s'est tenu au Colbert Antaninarenina les 4 et 5 septembre derniers.

Organisé sous l'égide du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, avec l'appui technique et logistique du WWF, l'événement a réuni une large palette d'acteurs : représentants des ministères et institutions publiques, partenaires techniques et financiers, universités, centres de recherche, secteur privé et associations communautaires. Notons que l'économie bleue, qui englobe notamment la pêche, le transport maritime, le tourisme, l'exploitation pétrolière offshore et la production d'algues, occupe une place stratégique pour le développement national. Depuis quatre ans, le ministère de tutelle a défini des plans

et stratégies pour structurer ce secteur. L'enjeu désormais est de disposer d'indicateurs fiables pour mesurer l'efficacité de ces politiques et leur impact réel. L'atelier a ainsi permis de partager les premiers résultats obtenus grâce au nouvel outil comparatif appliqué à Madagascar. Au-delà de la présentation technique, les discussions ont débouché sur l'élaboration d'une feuille de route et de plans d'action concrets visant à renforcer la coordination et le suivi des efforts. Une étape jugée essentielle pour que l'essor de l'économie bleue profite durablement à l'ensemble de la population et aux générations futures.

Discussions avec le FMI : Focus sur l'énergie, les infrastructures et les filières stratégiques

ANTSA R. | 08 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Le ministre David Ralambofiringa a reçu le Représentant résident du FMI, Kodjovi Mawulikplimi Eklou. Les échanges ont porté sur la situation du climat des affaires et les enjeux liés aux secteurs stratégiques de développement.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé l'envoi prochain d'une mission à Madagascar pour analyser de près l'environnement des affaires. Les discussions préparatoires ont permis de mettre en avant trois priorités majeures. Les infrastructures, les transports et surtout l'approvisionnement en énergie, considérés comme les conditions essentielles pour renforcer la compétitivité économique. Côté malgache, le Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) a précisé ses orientations stratégiques. La modernisation des outils de production et des infrastructures, la sécurisation énergétique et le développement de filières à fort potentiel, comme la vanille et le textile, figurent parmi les priorités. L'objectif est double : accroître les recettes à l'exportation et diversifier les sources de croissance.

Stimuler les investissements

Les échanges ont également porté sur les réformes structurelles nécessaires pour instaurer un climat d'affaires plus attractif. Transparence, bonne gouvernance et

environnement propice aux investissements figurent au cœur de la stratégie du MIC.



La création de conditions stables et prévisibles est jugée indispensable pour attirer durablement les capitaux et encourager l'initiative privée. En s'appuyant sur l'expertise du FMI et en consolidant cette coopération, Madagascar entend traduire ces orientations en mesures concrètes afin de favoriser une croissance inclusive et durable.

IATF : La Foire intra-africaine prévue au Nigéria en 2027

ANTSA R. | 08 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

118 milliards USD. C'est le montant total des accords commerciaux et d'investissements générés par les trois dernières éditions de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF). Pour la cinquième édition, prévue en 2027, le Nigeria a été officiellement désigné comme pays hôte.

L'annonce a été faite à Alger par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, lors de la cérémonie d'ouverture de l'IATF 2025. En remettant le drapeau de l'événement au ministre nigérian de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement, Dr Jumoke Aduwole, il a rappelé que

l'IATF « *n'est pas seulement une foire professionnelle, mais un voyage porté par la vision du commerce intra-africain et de l'intégration régionale* ». Créée en 2018, l'IATF est coorganisée par Afreximbank, la Commission de l'Union Africaine et le Secrétariat de la ZLECAf. Elle se tient tous les deux ans et constitue une vitrine unique pour dynamiser les échanges dans un marché de 1,4 milliard d'habitants et un PIB estimé à 3 500 milliards de dollars. Depuis son lancement, l'IATF a attiré plus de 70 000 visiteurs et 4 500 exposants.

Hydrocarbures – La présidence du Groupement pétrolier de Madagascar désormais assurée par Marc Renaud de Galana

07 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 5 Septembre, 15h35 – Du changement dans le secteur pétrolier aval. C'est désormais Marc Renaud, directeur général de Galana, qui assure la présidence du Groupement pétrolier de Madagascar (GPM). Il succède à Mariem Sav Sow de TotalEnergies Marketing Madagasikara qui avait assuré cette fonction pendant deux ans et demi. La passation de flambeau entre la présidente sortante et le président entrant a eu lieu jeudi.

Marc Renaud a donc pour mission de défendre les intérêts communs de la filière pétrolière, allant du raffinage, du stockage, en passant par le transport et la logistique, jusqu'à la distribution de produits pétroliers. C'est lui qui va être en première ligne dans l'établissement de relations de ce groupement avec les autorités gouvernementales, administratives, civiles et professionnelles de Madagascar

Il prend ainsi le relais transmis par Mariem Sav Sow, la première femme à présider le GPM et dont le mandat était marqué par le renforcement du dialogue entre ce groupement, les autorités publiques et les différents acteurs du secteur. Elle aurait également contribué à l'amélioration des conditions d'approvisionnement du pays et la promotion des meilleures pratiques au sein de la profession, souligne le GPM, reconnaissant.

Le Groupement Pétrolier de Madagascar réunit six leaders du secteur pétrolier aval. On y compte Galana Distribution Pétrolière, Galana Raffinerie Terminal, Jovena Madagascar, Logistique Pétrolière S.A, Société Malgache des pétroles Vivo Energy et TotalEnergies Marketing Madagascar.

Budget 2025 - Des projets prioritaires bénéficient de crédits

IRINA TSIMIJALY | 09 SEPTEMBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

Des crédits ont été alloués aux ministères de la Culture et de la Jeunesse pour financer des projets prioritaires. Ces ajustements respectent les règles financières et assurent une répartition équitable des fonds.

Lors du Conseil du gouvernement du mardi 2 septembre, au Palais d'État de Mahazoarivo, plusieurs décrets de transfert de crédits ont été adoptés, réaffectant des fonds déjà inscrits dans le budget initial des ministères.

Le ministère de l'Économie et des Finances a annoncé le transfert de 287 821 704 ariary au ministère de la Communication et de la Culture, ainsi que 400 453 206 ariary au ministère de la Jeunesse et des Sports. Ces crédits, destinés à des dépenses de fonctionnement et de transferts, sont désormais disponibles pour répondre à des besoins urgents.



Un responsable ministériel a expliqué : « Par décret, le transfert peut se faire au niveau du Conseil. Le crédit est déjà prévu dans la Loi de Finances Initiale, mais son utilisation peut être réaffectée selon l'urgence. » Pour illustrer ce mécanisme, il donne un exemple concret : « L'argent prévu pour des kits scolaires peut être transféré pour réparer une salle de classe dont le toit a été détruit par un cyclone. Le budget reste celui du ministère concerné, mais son usage s'adapte aux besoins prioritaires. »

Selon les règles de déontologie financière, des exceptions existent en cas d'état d'urgence ou de dérogation. C'est cette dernière disposition qui a permis la mise en œuvre de ces transferts.

Flexibilité

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Marson Moustapha Abdulah, a souligné que cette flexibilité s'applique selon l'organisation interne de chaque ministère : « Si le ministère souhaite couvrir certaines dépenses et que le budget initial est insuffisant, c'est possible. Cela dépend de l'organisation du ministère. »

Il a précisé que, dans le cas du MJS, le montant transféré reste modeste par rapport aux besoins réels : « Cette somme n'est même pas suffisante pour un voyage complet de l'équipe nationale de rugby. Pour 35 joueurs et 10 membres, il faudrait au moins 600 à 700 millions d'ariary. » Le transfert vise avant tout à officialiser l'allocation des fonds internes, après des échanges et demandes effectués une semaine plus tôt auprès du Conseil des ministres. « Trois étapes sont nécessaires : l'approbation, l'émission de l'ordre de paiement et la conversion en dépense réelle », explique le ministre.

Il a également insisté sur l'équité dans la répartition : « Tous les programmes reçoivent leur part : Barea, basket, robotique, e-sport, et ainsi de suite. Il n'y a pas de traitement de faveur. » Les ministères doivent toutefois respecter les règles de déontologie financière, incluant les exceptions, l'état d'urgence et les dérogations. Au sein de son département, le ministre affirme privilégier la transparence, précisant que ce budget sera notamment utilisé pour l'haltérophilie, la natation et le tennis de table.

Douane - Audits des frontières dans les ports et aéroports

IRINA TSIMIJALY | 09 SEPTEMBRE | L'EXPRESSE DE MADAGASCAR

Madagascar passe ses ports et frontières au crible. La Douane, avec la BAD et l'Unops, lance un diagnostic pour moderniser les échanges et renforcer la sécurité.

Neuf ports stratégiques ont été examinés : Antsiranana, Vohémar, Sambava, Antalaha, Nosy-Be, Mahajanga, Toamasina, Toliara et Tolagnaro.

Ce 5 septembre, au Novotel Alarobia, la Douane a présenté les « projets de normalisation des ports et zones non occupées : procédures et infrastructures douanières » dans le but de respecter globalement les standards internationaux, mais plusieurs défis persistent.

Le diagnostic a révélé la vulnérabilité des zones frontalières non surveillées, qui échappent au contrôle douanier et facilitent les flux illicites. Les experts recommandent de mettre en place un plan de sécurisation et de normalisation de ces espaces sensibles afin de renforcer la maîtrise du territoire et d'endiguer la contrebande.

Ernest Zafivanona, directeur général des Douanes, souligne que le programme de réforme repose sur quatre axes : modernisation des procédures, amélioration des infrastructures, renforcement des contrôles et facilitation des échanges. Il insiste sur l'importance de la coordination entre les différents acteurs portuaires et logistiques et indique que la mise en place d'un système de gestion partagée des ports devrait permettre de réduire les délais de traitement des marchandises, aujourd'hui en moyenne de 11 jours.

Réhabilitation

Des mesures concrètes sont prévues, comme l'installation de scanners, la simplification des procédures à l'export, la digitalisation progressive des formalités, et des

patrouilles maritimes et aériennes pour intercepter les trafics illicites.



En ce qui concerne la situation des ports actuellement, Toamasina souffre de congestion, Antsiranana et Toliara accusent un retard dans la dématérialisation des procédures, et Mahajanga doit faire face à des infrastructures vieillissantes et à l'envasement.

À l'horizon 2040, le trafic portuaire national devrait passer de 10 à 40 millions de tonnes par an. Les ports seront réhabilités et étendus pour absorber cette croissance, avec des travaux qui commenceront à Toamasina, puis se poursuivront à Mahajanga et Toliara.

Selon Ernest Zafivanona, ce diagnostic constitue « une étape majeure pour Madagascar ». Il ajoute que la modernisation des ports et le renforcement du contrôle des frontières permettront des échanges plus rapides, plus sûrs et une meilleure compétitivité internationale, positionnant le pays comme un hub logistique fiable et stratégique dans l'océan Indien.

Souveraineté alimentaire : Vulgarisation à outrance du riz hybride dans douze régions

ANTSA R. | 09 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Le Secrétariat d'Etat auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté Alimentaire s'emploie à promouvoir l'utilisation du riz hybride, une technologie agricole innovante considérée comme un levier de transformation de l'agriculture à Madagascar.

Créé par le président de la République Andry Rajoelina il y a un an, ce département ministériel a effectué de nombreuses réalisations. À titre d'illustration, il a vulgarisé ce riz hybride au niveau de 44 districts répartis dans 12 régions. « Un appui massif à l'accès aux intrants agricoles a été réalisé au profit de 32 000 producteurs en leur distribuant en tout 300 tonnes de semences de riz hybride et 6 000 tonnes d'engrais, outre leur formation. Près de 8 000 ha sont ainsi cultivés en riz hybride. Des zones clés comme l'Alaotra Mangoro, le Menabe, la SAVA et le Vakinankaratra sont ainsi devenues de véritables pôles pilotes pour cette révolution agricole tandis que des sites vitrines ont déjà été implantés à Sainte Marie et à Morondava », a expliqué la Secrétaire d'Etat chargée de la

Souveraineté Alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa lors d'une conférence organisée dans le cadre de la 7^e édition de la Foire Internationale de l'Agriculture au CCI Ivato la semaine dernière. « Vers une transformation agricole inclusive : renforcer les petits producteurs et mobiliser les partenariats avec le secteur privé pour la souveraineté alimentaire » étant le thème débattu.

Extension rizicole

Elle a également exposé que la production locale de semences de riz hybride est déjà lancée et quatre usines de production d'engrais sont en phase d'installation. « Un centre de référence de production de semences de riz hybride a été créé dans le district d'Antalaha en vue d'en

approvisionner durablement la région de SAVA. Ces initiatives visent à réduire la dépendance de Madagascar aux importations de ces intrants agricoles, voire même aux aliments tout en économisant des devises à la nation », a-t-elle souligné. De leur côté, les producteurs issus de différentes régions concernées ont témoigné que cette technologie agricole innovante est performante. La preuve, pour le riz hybride, le district d'Atsimondrano a enregistré un rendement entre 8 et 12 tonnes/ha lors de la récolte à Alatsinainy Ambazaha. Dans le district d'Amparafaravola, les rendements des paysans ont doublé lors du « Santa-bary 2025 ». À Fenoarivo Atsinanana, le rendement a même triplé. Dans la même foulée, la coopérative « Sompitra » dans le district d'Ambohidratrimo, a également témoigné de la performance du riz hybride.



« La nouvelle culture est pratiquée depuis 2020, 10 communes l'ont adoptée actuellement. Nous prévoyons de vulgariser ce nouveau type de riz dans tout le district », a-t-elle annoncé. Quant à un producteur provenant de la

région Ihorombe, il a raconté que les paysans sont très satisfaits de la récolte obtenue et du goût du riz hybride à la consommation. « Nous réclamons ainsi l'appui du Secrétariat d'Etat en charge de la Souveraineté Alimentaire à la mécanisation en vue d'assurer une extension rizicole étant donné que la région dispose d'une grande superficie de terre arable », a-t-il soulevé.

Réelle volonté politique

Par ailleurs, des unités de transformation et de décortiquerie sont en cours d'installation en vue de réduire les pertes post-récoltes. « Et d'autres cultures telles que le manioc, le maïs, le soja, la pomme de terre et le haricot sont promues afin de fournir des aliments sains et équilibrés à la population. En tout, nous enregistrons un bilan positif mais les actions se poursuivent afin d'atteindre la souveraineté alimentaire. Toutes ces réalisations démontrent que l'Etat a une réelle volonté politique de soutenir les producteurs dans le cadre de cette transformation agricole tout en les aidant à améliorer leurs conditions de vie. Aucun agriculteur ne sera laissé d'ailleurs pour compte. Le partenariat entre l'Etat et le secteur privé est également développé. On peut citer entre autres, le partenariat avec le LR group en Israël pour la mise en place des agropoles avec le transfert des technologies de pointe incluant l'irrigation solaire et l'usage de l'intelligence artificielle pour optimiser les cultures. Fonto de Vivo, quant à lui, s'engage à diffuser des technologies de purification d'eau tandis que la société Yuan's Madagascar joue un rôle clé dans la transformation agricole à Madagascar », a énuméré la Secrétaire d'Etat Tahian'Ny Avo Razanamahefa.

Industrie : Les économies africaines appelées à investir dans la recherche

ANTSA R. | 09 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Lors de la Foire commerciale intra-africaine 2025 (IATF2025) à Alger, le Dr. Yemi Kale, Économiste en chef de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), a souligné l'importance cruciale des investissements dans la recherche et le développement (R&D) pour soutenir la transformation industrielle en Afrique. Bien que le continent ne représente que moins de 3% de la production mondiale de recherche, il fait face à une proportion disproportionnée de défis mondiaux. Le Dr. Kale a mis en évidence que les

dépenses en R&D en Afrique ne dépassent pas 0,5% du PIB, bien en deçà de la moyenne mondiale de 2,2%. Dans ce contexte, le lancement du Centre africain de recherche et d'innovation (ARIH) vise à promouvoir les innovations locales et à transformer le capital intellectuel en compétitivité industrielle. En doublant ses investissements en R&D, l'Afrique pourrait libérer jusqu'à 70 milliards de dollars par an, stimulant ainsi son commerce et sa productivité.

Commerce – Quatre pays rejoignent Madagascar pour un plaidoyer conjoint sur la reconduction de l'Agoa

09 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 9 Septembre, 14h30 – Une alliance se met en place. Pas moins de quatre pays rejoignent Madagascar pour un plaidoyer conjoint sur la reconduction de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa). Des représentants du Lesotho, du Kenya, de la Tanzanie et de Maurice ont été accueillis à l'ambassade

de Madagascar à Washington, lundi, afin de se convenir sur un message unifié à adresser aux décideurs politiques américains dans ce lobbying.

Ce n'est toutefois que le début de la mission menée par la délégation malgache de haut niveau qui s'est déplacée aux Etats-Unis. Sur place, des représentants de

l'administration, à savoir le ministre de l'Industrialisation et du commerce, David Ralambofiringa, le ministre des Mines, Olivier Rakotomalala et le directeur général des douanes, Ernest Zafivanona Lainkana.

Le secteur privé malgache y a également fait le déplacement, à l'instar du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) ou le Groupement des exportateurs de vanille de Madagascar (GEVM). Tous sont mobilisés

dans ce plaidoyer conjoint pour la reconduction importante de l'Agoa.

L'ambassade de Madagascar à Washington parle d'une étape clé. Cette mission consiste à poursuivre les efforts déjà déployés contribuant à garantir que l'Agoa continue de profiter au commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique en général et à Madagascar en particulier.

Transport aérien – Une hausse de 32% du trafic passager rapportée pour le mois de juillet avec la haute saison touristique

09 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 9 Septembre, 11h45 – L'aviation civile de Madagascar (ACM) rapporte plus de 149 000 passagers transportés par voie aérienne au mois de juillet. Ce qui constitue une hausse de 32% par rapport au trafic passager au mois de juin mais également une hausse de 16% par rapport au même mois en 2024, détaille l'ACM dans sa dernière revue mensuelle du trafic aérien.

Le trafic passager durant cette période sous revue avait donc connu une hausse significative. Elle avait été portée

par la forte demande en haute saison, d'après les explications apportées par l'Aviation civile de Madagascar.

Avec plus de 149 000 passagers au mois de juillet, Madagascar a enregistré plus de 722 000 voyageurs transportés par voie aérienne durant les sept premiers mois de cette année. Ceux transportés via le réseau régional avaient été les plus nombreux, selon la proportion partagée par l'ACM.

Équipements - Des prêts simplifiés pour voitures et groupes électrogènes

IRINA TSIMIJALY | 10 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

AccèsBanque Madagascar et Madagascar Automobile (Madauto) ont décidé d'unir leurs efforts pour faciliter l'accès aux véhicules et aux équipements énergétiques. Cette offre s'adresse aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises.

Le partenariat, officialisé le 5 septembre à Andraharo, s'inscrit dans une logique d'inclusion financière. Il vise également à soutenir le développement économique local. Grâce à cette collaboration, les clients peuvent obtenir des financements compris entre 500 000 et 700 000 000 ariary. Les remboursements peuvent s'étaler de six mois à cinq ans, selon les besoins. La procédure est rapide et simple. Les taux sont attractifs et l'accompagnement est personnalisé. Le dispositif permet de financer immédiatement des voitures, utilitaires, motos, scooters ou encore des groupes électrogènes et moteurs. Les plans de

remboursement sont adaptés aux capacités financières de chacun.

Pour Thania Sendra Razanatsoa d'AccèsBanque, le partenariat ne se limite pas au financement : « Il offre aussi des avantages concrets et spécifiques aux clients. » Patrick Grangé, directeur commercial de Madauto, précise que les bénéficiaires profitent de conditions préférentielles. Ils bénéficient aussi d'un financement transparent et responsable, ainsi que d'une couverture nationale grâce au réseau combiné des agences AccèsBanque et des points de vente Madauto.

Avec ce dispositif, les deux institutions souhaitent rendre les projets liés à la mobilité et à l'énergie plus accessibles. Elles veulent aider les Malgaches à concrétiser leurs ambitions. Cette démarche ouvre de nouvelles perspectives pour ceux qui souhaitent investir dans leur mobilité ou sécuriser leur approvisionnement énergétique.

Infrastructures – Le câble sous-marin djiboutien Dare1 s'étend à Madagascar

10 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 10 Septembre, 20h30 – Mahajanga et Toliara bientôt connectés avec l'extension annoncée du câble Djibouti Africa Regional Express-1 (Dare1). Opérationnel depuis 2021 entre Djibouti, la Somalie et le Kenya, le système offrira désormais un nouveau

corridor numérique jusqu'en Afrique du Sud. Cette expansion stratégique, avec un tronçon d'environ 3 200 à 3 500 km, comprendra des atterrissages en Tanzanie, au Mozambique et, bien sûr, à Madagascar avant d'atteindre Mtunzini en Afrique du Sud.

Le chantier devrait débuter en 2026, avec une mise en service prévue en 2028, d'après le calendrier partagé par Djibouti Telecom, l'un des membres du consortium promoteur du projet. Cette initiative répond à un besoin vital de renforcement de la résilience digitale dans la région, suite aux coupures simultanées des câbles Eassy et Seacom en mai 2024 qui avaient grandement perturbé les communications. En diversifiant les points d'accès et en multipliant les interconnexions, Dare1 vient ainsi sécuriser l'avenir numérique des pays de l'océan Indien et de l'Afrique australe.

Pour le pays, l'arrivée de Dare1 à Mahajanga et Toliara marque une opportunité majeure. Ces points d'atterrissage offriront une bande passante plus robuste, une latence réduite et une meilleure continuité de service. Ces améliorations seront essentielles pour soutenir les services numériques en plein essor, allant de l'éducation à distance à la télémédecine, en passant par les usages professionnels liés à l'externalisation ou à l'innovation technologique.

Mouvement de marchandises – Une nouvelle zone de dédouanement pour remplacer celle d'Antanimena en projet

10 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 10 Septembre, 18h30 – Un chantier en perspective. La direction générale des douanes (DGD) annonce la création d'une nouvelle zone de dédouanement à Antananarivo. Celle-ci servira à remplacer celle d'Antanimena qui n'assure plus convenablement ses fonctions en plein centre-ville, à cause de son accessibilité pour les camions, comme expliqué par le directeur général des douanes, Ernest Zafivanona Lainkana, la semaine dernière.

La DGD avait fait part de ce projet, classé prioritaire, durant la présentation de son Plan de normalisation des ports et zones non occupées. Ce plan prévoit la création d'une zone de dédouanement et d'un dépôt sécurisé sur la RN2, avec scanners, parkings, magasins, aires de visites et stockage. Cette nouvelle zone de dédouanement sera installée sur une zone de plus de 3ha et sera construite en tenant compte des infrastructures nécessaires, soutient le responsable de ce projet.

Il s'agit, selon ses explications, d'un dispositif de relais capable d'absorber le volume des conteneurs acheminés à Antananarivo d'une part. Mais cette infrastructure servira également à seconder le port de Toamasina, de l'autre, afin que les conteneurs puissent être évacués

rapidement pour la suite des dédouanements dans une zone dotée d'infrastructures permettant un contrôle efficace des opérations, ajoute-t-il.



Comme expliqué par l'administration douanière, lorsque les marchandises, dès leur arrivée au bureau des douanes, ne font pas l'objet d'une déclaration en détail réglementaire, elles peuvent être déchargées dans des endroits désignés à cet effet. Et ce pour y séjourner sous contrôle douanier en attendant le dépôt de la déclaration en question.

Exploitation minière - Le gisement de fer de Bekisopa s'annonce rentable

ITAMARA OTTON | 11 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Akora Resources Limited investit 60 millions de dollars dans le gisement de fer de Bekisopa à Madagascar. Situé dans la Haute Matsiatra, il compte 194,7 millions de tonnes.

Récemment, la société australienne Akora Resources a confirmé la viabilité économique de Bekisopa, situé dans la région de la Haute Matsiatra, à l'issue d'une étude de faisabilité préalable. Lors d'une conférence à Perth, en Australie, Akora a présenté aux investisseurs les détails de ses activités d'exploration à Madagascar. Selon les résultats de l'étude de pré-faisabilité, achevée en mars 2025, le projet se révèle économiquement solide, soutenu par des prix favorables sur le marché international.

« Avec un prix de référence de 100 dollars US la tonne, Bekisopa, en phase de démarrage, affiche un taux de rentabilité interne de 86 %, une valeur actuelle nette avant impôts de 147 millions de dollars US et un délai de récupération de seulement 1,8 an », a souligné la société.

L'objectif d'Akora consiste désormais à générer des liquidités à court terme. Parmi ses initiatives, la société prévoit d'établir une première mine à Bekisopa, destinée à produire 2 millions de tonnes par an. Cette mine devrait

avoir une durée de vie de six ans et produire un minerai à expédition directe (DSO). « Il s'agit d'un minerai de qualité moyenne, contenant 61,6 % de fer, destiné aux fabricants d'acier à haut fourneau », précise la compagnie.

Vision réalisable

Akora Resources indique également que « des forages supplémentaires permettront de confirmer une durée de vie minière additionnelle, et la vision d'un projet de concentré de minerai de fer de haute teneur sur plusieurs décennies, au-delà de la phase initiale d'exploitation directe, est tout à fait réalisable ».

L'entreprise se concentre sur le développement de quatre projets de minerai de fer de haute qualité à Madagascar. Le projet Bekisopa dispose d'une ressource inférée de

194,7 millions de tonnes, avec des impuretés très faibles, capable de produire un concentré de plus de 68 % de fer à prix premium. Cette année, le ministère des Mines a renouvelé le permis d'Akora pour la mine de Bekisopa.

« Le gouvernement malgache a révisé le Code minier et mis en place des procédures de mise en œuvre actualisées [...] C'est un changement significatif pour le ministère, engagé dans l'expansion de l'exploration et de l'exploitation minière à Madagascar », a déclaré le directeur général de la société, Paul Bibby. Akora Resources explique également que des programmes de travail sont en cours d'élaboration pour obtenir le soutien du gouvernement, les licences minières et les approbations environnementales, ainsi qu'un processus de partenariat stratégique visant à aligner les options d'achat et de financement.

Diplomatie internationale - La Chine propose un nouvel ordre mondial

TSILAVINA RANDRIAMANGA | 11 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Chine souhaite promouvoir une nouvelle approche de gouvernance mondiale, qu'elle oppose à ce qu'elle qualifie de « mentalité de guerre froide » et au protectionnisme. Pékin met en avant un modèle jugé plus juste et plus équitable, et invite les pays en développement, dont Madagascar, à y adhérer. D'après le chargé d'affaires de l'ambassade de Chine à Madagascar, Wan Peng, l'initiative a été présentée au ministère des Affaires étrangères afin d'obtenir l'adhésion des autorités malgaches.

« L'ordre actuel n'est pas juste, n'est pas si équitable. Il faut donc le réformer et le perfectionner », a-t-il déclaré lors du Salon des médias organisé hier à Mahamasina.

Selon ses explications, cette initiative se distingue du projet « La Ceinture et la Route », davantage axé sur les infrastructures et l'économie. La démarche pour une gouvernance mondiale porte, elle, une dimension plus politique, cherchant à rassembler un large soutien international autour d'une réforme des règles globales. À travers cette initiative, la Chine entend renforcer son rôle sur la scène internationale et obtenir l'appui de pays partenaires. Pour Madagascar, il s'agit d'une invitation à participer à un projet présenté comme inclusif et équitable dans la gestion des affaires mondiales.

Coopération migratoire bilatérale : une mission d'étude camerounaise à Madagascar

F.M | 11 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Dans le cadre de phase 2 du projet de Coopération régionale des politiques migratoires (CRPM2), la Direction des Camerounais de l'étranger, des étrangers au Cameroun, des réfugiés et des questions migratoires, est en mission d'étude à Madagascar, du 8 au 14 septembre.



L'objectif est de renforcer la coopération entre les deux pays en matière de gestion migratoire et de mobilisation des diasporas. Elle favorise également les échanges sur les modèles organisationnels, dispositifs et outils mis en œuvre dans chacun des pays, afin d'identifier les bonnes

pratiques et de consolider des stratégies communes. Ces efforts conduisent à encourager la contribution des diasporas au développement national et à assurer une réintégration durable des ressortissants de retour.

Durant ces quelques jours, la délégation camerounaise suit un programme chargé comprenant des réunions institutionnelles avec la Direction de la diaspora et des questions migratoires de Madagascar du ministère des Affaires étrangères, des visites de terrain et des rencontres avec des acteurs clés, notamment des représentants de la diaspora.

La Chine sanctionne le réseau social RedNote pour mauvaise gestion des contenus

11 SEPTEMBRE | FRANCE24

Le régulateur chinois de l'internet a annoncé jeudi avoir ordonné «des mesures disciplinaires et punitives» contre le réseau social RedNote, dont des «sanctions strictes» contre certains responsables, pour leur gestion des contenus.

Appelée en Chine « Xiaohongshu », souvent surnommée l' « Instagram chinois », la plateforme est ultrapopulaire dans le pays, où ses utilisateurs partagent généralement des contenus apolitiques sur la cuisine, les tendances, le sport, les célébrités ou encore la décoration.

Les mesures prises contre l'application « incluent des convocations, une injonction à corriger les manquements dans un délai imparti, des avertissements, ainsi que des sanctions strictes de responsables impliqués », a indiqué l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) dans un communiqué.

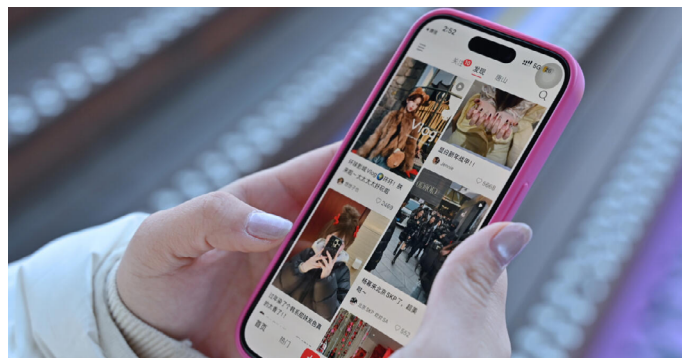
Elle n'a pas donné plus de détail sur la nature de ces sanctions.

La CAC reproche notamment à la plateforme son « manque de diligence » à « assumer sa responsabilité principale dans la gestion du contenu » diffusé en ligne.

Le régulateur critique notamment « la présence fréquente, dans les sections clés de sa liste des tendances, de multiples entrées faisant la promotion excessive de l'actualité personnelle de célébrités et de contenus triviaux, portant ainsi atteinte à l'écosystème internet », a indiqué le régulateur.

RedNote a été lancée à Shanghai en 2013. A l'instar des autres applications chinoises, le contenu publié peut potentiellement être effacé par les équipes de censure de la plateforme.

L'application est devenue une référence pour les amateurs de voyages, qui peuvent y trouver de nombreux conseils de visites de sites touristiques, de restaurants et de points d'intérêt, publiés par d'autres utilisateurs.



Comme pour Instagram et TikTok, la plateforme accueille de nombreux influenceurs qui font la promotion de produits moyennant rémunération.

En dehors de Chine continentale, l'application est également utilisée par les populations de nombreux territoires et pays sinophones (Hong Kong, Macao, Malaisie, Singapour, Taïwan).

Les Français qui voyagent paient moins cher leur assurance, voici pourquoi

11 SEPTEMBRE | LE FIGARO

Une étude réalisée par le comparateur HelloSafe dévoile les grandes tendances d'un secteur en plein essor depuis les années Covid. Près d'un Français sur deux s'assure pour les voyages lointains, moins que les Anglais ou les Suédois.

Depuis la pandémie, le voyageur a (encore plus) besoin d'être rassuré, même si le Français, à cet égard, n'est pas le plus angoissé. En témoigne le boom mondial du marché de l'assurance voyage. Ce secteur pèse au global 23,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2025 (plus de 20 milliards d'euros), selon une étude du comparateur de produits financiers HelloSafe. Un marché qui a bondi de 28% en France depuis 2020 et les années Covid durant lesquelles l'assurance, bien souvent obligatoire, est entrée dans nos mœurs voyageuses. Et c'est loin d'être fini : HelloSafe présage « + 7 points » d'ici à 2030.

« On a été surpris de cette augmentation assez forte, commente Antoine Fruchard, co-fondateur et président de l'organisme. Le Covid a réveillé les esprits tout comme la situation géopolitique actuelle très

instable. » Pour lui, cette hausse s'explique aussi par l'augmentation moyenne du budget voyage, qui incite à davantage de prudence. « L'âge moyen des voyageurs augmente également : il y a pas mal de retraités, plus sensibilisés à ces sujets-là. »

Moins d'un Français sur deux

Quid des Français dans tout ça ? Cette année, ils étaient 49% à avoir souscrit une assurance voyage à part entière (donc indépendante, par exemple, de leur carte de crédit) pour des déplacements hors-UE. Ce qui les place en quatrième position du palmarès, derrière les Suédois (88%), le Royaume-Uni (57%) et l'Allemagne. L'Hexagone reste toutefois au-dessus de la moyenne mondiale, qui s'établit à 34%. La majorité (54%) des souscriptions se

fait lors d'achats de billets, séjours ou forfaits, plutôt qu'en direct, et le plus souvent en ligne (62%).

Autre chiffre étonnant, en France, la prime moyenne s'élève à 38 € par voyageur, bien loin des sommes payées aux États-Unis (336 €), au Canada (210 €) ou en Australie (103 €). Comment l'expliquer ? Au contraire de la Suède, par exemple, où les cartes bancaires n'offrent aucune garantie et où l'assurance s'achète en général en même temps que le voyage, « en France, on pense qu'on a sa carte bleue, au cas où », explique le président d'HelloSafe. Un tiers des indemnisations se fait par ce biais en France.

Des conditions (très) variables

Mais attention, toutes ne se valent pas, rappelle l'expert. « Rares sont ceux qui connaissent vraiment les conditions d'indemnisation de leur carte. Il y a par exemple souvent des limites d'âge ! » Pour s'assurer des clauses exactes de couverture, son site a mis en place un comparateur dédié aux différentes cartes bancaires.

Antoine Fruchard évoque enfin le succès récent d'un nouveau type de contrat d'assurance, particulièrement sécurisant : le « Cancel for any reason ». Vendu en général en même temps que le billet d'avion, il coûte environ 10% du prix d'achat, permet d'annuler jusqu'à 48 heures avant le départ et d'être remboursé à hauteur de 80-90%. De quoi voyager (l'esprit) léger.

Exportations - La Grande Île veut diversifier ses partenaires commerciaux

ITAMARA OTTON | 12 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les États-Unis, la Chine et l'UE sont les principaux partenaires commerciaux de la Grande Île. Le pays cherche désormais à diversifier ses partenaires.

« Dans un monde en constante évolution, il faut aussi savoir faire bouger les lignes. » Ce constat fait l'unanimité dans le monde des affaires malgache. Hier, la Grande Île a présenté sa stratégie nationale pour développer ses exportations, une feuille de route dévoilée à l'hôtel Carlton Anosy.

d'étendre les exportations vers d'autres marchés, avec trois grandes lignes directrices. Parmi les points clés, figurent l'amélioration des investissements directs étrangers et nationaux, la définition des produits, services et marchés cibles, ainsi que la création de conditions favorables au développement du commerce.

Opportunités nombreuses

Actuellement, Madagascar a ratifié son intégration à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ce qui ouvre l'accès à plus de 1,2 milliard de consommateurs en Afrique. D'autres pays et régions s'intéressent également aux produits d'exportation malgaches, notamment les pays du Golfe et la Russie. « Pour notre secteur textile, les États-Unis sont nos premiers partenaires commerciaux. Si nous attirons des investisseurs, il est envisageable d'étendre nos exportations à d'autres pays avec des produits plus compétitifs », indique le responsable du ministère du Commerce.

Les opportunités sont nombreuses, mais les efforts demeurent dispersés. « Dans un contexte mondial volatile, incertain, complexe et ambigu, Madagascar doit éviter le statu quo », souligne Eric Beantanana, consultant. Néanmoins, les réalités du terrain restent préoccupantes. Le manque d'énergie, d'infrastructures adéquates et la baisse des exportations de certains produits comme le girofle pénalisent la compétitivité.



Cette initiative mise sur la diversification, l'intégration régionale et le rehaussement des standards des produits malgaches pour qu'ils soient conformes aux normes internationales.

« Pour que les exportations malgaches puissent se développer, il est impératif d'adopter une stratégie commune et d'établir une synergie entre l'État, le secteur privé et les chercheurs », confie Isidore Razanakoto, directeur général du commerce auprès du ministère de l'Industrialisation et du Commerce. L'un des objectifs de cette stratégie est

Investissement - La SADC prospecte avec Pékin

IRINA TSIMIJALY | 12 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les seize pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) cherchent à transformer la coopération sino-africaine en opportunité concrète d'investissement.

Lors d'une cérémonie organisée à l'ambassade du Zimbabwe à Pékin, l'ambassadrice zimbabwéenne Abigail Shoniwa a transmis la présidence du groupe des ambassadeurs de la SADC en Chine au Dr Jean Louis Robinson, ambassadeur de Madagascar depuis le 30 octobre 2024. Cette passation marque une étape importante dans la coordination des actions des pays africains auprès de Pékin.

Dès son entrée en fonction, Dr Robinson a fixé ses priorités : « Nous allons examiner de près les propositions de coopération avec la Chine pour voir comment chaque pays peut en tirer parti selon ses priorités ». Pour Madagascar, il précise : « L'accent sera mis sur la lutte contre le changement climatique et le développement agricole ». Deux secteurs stratégiques pour consolider l'économie et relever les défis environnementaux de la région.

Continuité

La SADC concentre ses efforts sur plusieurs domaines clés : l'environnement, l'agriculture, l'économie, l'éducation et la santé.

L'objectif est d'instaurer un lien direct entre les investisseurs chinois et les autorités africaines.

Certaines provinces stratégiques comme Shenzhen, Macao, Hunan et Hong Kong sont déjà au centre des discussions. « Nous voulons exploiter le dynamisme industriel et commercial de ces régions pour faciliter la mise en œuvre de projets concrets », précise Dr Robinson.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité des engagements pris lors du sommet du FOCAC (Forum sur la Coopération Chine-Afrique) 2024, auquel le président de la République, Andry Rajoelina, avait pris part. Le sommet avait permis de signer plusieurs engagements et d'identifier des axes de coopération prioritaires. « C'est la première fois que nous consolidons ainsi notre union pour le développement des seize pays de la SADC à travers la Chine », ajoute Dr Robinson.



Au-delà des aspects diplomatiques, la SADC entend attirer des investisseurs chinois et mobiliser des capitaux sur des projets à fort impact économique et social. « Notre objectif est simple : coopération, concrétisation et durabilité », conclut-il. Pour les experts, cette stratégie pourrait ouvrir la voie à de nouvelles opportunités dans les infrastructures, la technologie et les services, renforçant le rôle de la région dans l'économie mondiale.

Choose Madagascar : le potentiel économique du pays mis en lumière

JEAN RIANA | 12 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le potentiel économique de Madagascar a été mis en lumière avant-hier à Washington DC, lors de la première édition de l'événement « Choose Madagascar », initié par l'ambassadrice de Madagascar aux Etats-Unis, Lantoso Rakotomalala, visant à séduire et à attirer les capitaux étrangers. Cette occasion a également permis aux ministres malgaches, notamment David Ralambofiringa, ministre de l'Industrialisation et du commerce, et Olivier Rakotomalala, ministre des Mines, de présenter en détail la Politique générale de l'Etat (PGE) articulée autour de trois piliers tels que la valorisation du capital humain, l'industrialisation et la transformation économique et la gouvernance, devant une assistance composée, entre autres, de membres estimés du corps diplomatique, de dirigeants

de la Chambre de commerce des Etats-Unis, d'éminents PDG et autres investisseurs américains et malgaches... Le directeur général des Douanes, Lainkana Zafivanona figurait également parmi les intervenants qui ont exposé la vision économique portée par le président Andry Rajoelina, axée sur un développement durable et inclusif. Les participants n'ont pas eu trop de mal à mettre en avant les avantages qu'offre Madagascar, vu que le pays dispose de multiples opportunités d'investissement incluant divers secteurs clés tels que les mines, le textile, l'agroalimentaire, le tourisme, les Technologies de l'information et de la communication (TIC), les énergies renouvelables, les infrastructures et l'industrie.

Exécution budgétaire – Plus de dépenses que de recettes pour l'État au premier semestre, rapporte le FMI

12 SEPTEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 12 Septembre, 6h55 – L'État malgache a dépensé plus d'argent qu'il n'en a collecté durant les six premiers mois de 2025. Constant Lonkeng fait part de ce déficit budgétaire, à l'issue de la visite effectuée par les services du Fonds monétaire international (FMI), qu'il a dirigée à Madagascar jusqu'à mercredi.

Faire le point sur l'exécution du Budget 2025 était l'une des missions menées par cette équipe du FMI qui s'est rendue au pays. Constant Lonkeng avait alors rapporté que « les dépenses publiques exécutées sur base engagement de Madagascar ont excédé la collecte des recettes fiscales au cours du premier semestre de l'année ».

Le ministère de l'Economie et des finances (MEF) ne livre pas de détails sur cette situation pour le moment. Le fichier du compte-rendu de l'exécution budgétaire, partagé par la direction générale du Budget et des finances sur son site web depuis la fin du mois de juillet est d'ailleurs corrompu et ne peut être téléchargé jusqu'à l'heure où nous mettons sous presse cet article.

Les autorités auraient néanmoins activé des plans de contingence, indique le Chef de mission du FMI pour

Madagascar, Constant Lonkeng. Et, ce pour leur permettre de rester en ligne avec le budget dans les mois à venir, explique-t-il.

A part le point qu'ils ont fait sur l'exécution du budget 2025, les services du FMI avait également effectué leur visite à Madagascar pour évaluer les développements économiques récents et les perspectives, discuter des contours de la loi de finance de 2026 et de faire aussi le point sur les progrès réalisés dans le cadre des engagements au titre des programmes du pays appuyés par le FMI.

Sur ce dernier sujet, Constant Lonkeng avait avancé qu'une évaluation formelle de la performance et des perspectives de Madagascar aura lieu dans le cadre des prochaines troisièmes revues de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité sur la résilience et la durabilité (FRD). Il avait alors annoncé que son équipe sera de retour à Antananarivo plus tard cette année dans ce contexte. La Présidence de la République avait, de son côté, déjà indiqué que cette troisième revue de ces deux programmes devra se tenir vers la fin du mois d'octobre.

OpenAI et Microsoft trouvent un accord préliminaire sur la suite de leur partenariat

12 SEPTEMBRE | LE FIGARO

Microsoft est associé à OpenAI depuis 2016, date à laquelle l'entreprise de Bill Gates a alloué des capacités informatiques à la start-up en échange d'un accès aux résultats de ses recherches.

OpenAI et son actionnaire minoritaire et partenaire commercial privilégié, Microsoft, ont trouvé un accord préliminaire portant sur « la prochaine phase » de leur collaboration, ont indiqué jeudi les deux groupes dans un communiqué. Ce protocole est « non contraignant », ont précisé les deux entreprises, qui disent « travailler activement à finaliser les termes contractuels dans un accord définitif ».



Microsoft est associé à OpenAI depuis 2016, date à laquelle il avait alloué des capacités informatiques à la start-up co-fondée par Elon Musk en échange d'un accès aux résultats de ses recherches. En 2019, le géant

de Redmond (État de Washington) est allé plus loin en investissant un milliard de dollars dans OpenAI. Au fil des années, Microsoft a porté ce montant à environ 13 milliards de dollars au total, moyennant 49% du capital d'OpenAI Global, entité à but commercial de la start-up, qui reste néanmoins contrôlée par une société à but non lucratif, OpenAI.

Microsoft disposera d'une participation

Le créateur de ChatGPT travaille depuis plusieurs mois à la refonte de ses statuts pour adopter une structure plus proche du modèle traditionnel, ce qui lui permettrait de lever des fonds supplémentaires.

L'accord préliminaire prévoit que Microsoft disposera d'une participation dans la nouvelle entreprise commerciale, mais aussi que la société à but non lucratif recevra elle aussi des parts, dont la valeur est estimée à plus de 100 milliards de dollars, a écrit jeudi, sur le site d'OpenAI, son président, Brett Taylor.

Lors de sa dernière augmentation de capital, annoncée en mars, la pépite de l'intelligence artificielle (IA) générative a été valorisée 300 milliards de dollars. Selon CNBC, elle discuterait actuellement d'un nouveau tour de table, moyennant une valeur d'entreprise de 500 milliards.

La nouvelle structure juridique doit être validée par les procureurs des États du Delaware et de Californie.

Le partenariat de deux concurrents ?

Depuis l'an dernier, les spéculations vont bon train sur la détérioration supposée, selon plusieurs médias américains, des relations entre Microsoft et OpenAI. Cette dégradation serait principalement due à la montée en puissance d'OpenAI, passé, en quelques années, de laboratoire de recherche à mastodonte de l'IA générative, avec un produit grand public utilisé par des centaines de millions d'internautes. Ce développement positionne désormais, sur certains marchés, OpenAI comme concurrent de Microsoft.

Microsoft disposera d'une participation

Le créateur de ChatGPT travaille depuis plusieurs mois à la refonte de ses statuts pour adopter une structure plus proche du modèle traditionnel, ce qui lui permettrait de lever des fonds supplémentaires.

L'accord préliminaire prévoit que Microsoft disposera d'une participation dans la nouvelle entreprise commerciale, mais aussi que la société à but non lucratif recevra

elle aussi des parts, dont la valeur est estimée à plus de 100 milliards de dollars, a écrit jeudi, sur le site d'OpenAI, son président, Brett Taylor.

Lors de sa dernière augmentation de capital, annoncée en mars, la pépite de l'intelligence artificielle (IA) générative a été valorisée 300 milliards de dollars. Selon CNBC, elle discuterait actuellement d'un nouveau tour de table, moyennant une valeur d'entreprise de 500 milliards.

La nouvelle structure juridique doit être validée par les procureurs des États du Delaware et de Californie.

Le partenariat de deux concurrents ?

Depuis l'an dernier, les spéculations vont bon train sur la détérioration supposée, selon plusieurs médias américains, des relations entre Microsoft et OpenAI. Cette dégradation serait principalement due à la montée en puissance d'OpenAI, passé, en quelques années, de laboratoire de recherche à mastodonte de l'IA générative, avec un produit grand public utilisé par des centaines de millions d'internautes. Ce développement positionne désormais, sur certains marchés, OpenAI comme concurrent de Microsoft.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

